



TRAVAIL DECENT

Un monde meilleur commence par là.



Organisation  
internationale  
du Travail

# La formule du progrès: L'éducation pour les filles comme pour les garçons!

## ENFANCE DÉCENTE ET TRAVAIL DES ENFANTS

L'enfance est une période vulnérable dans le cycle de vie des femmes et des hommes. Compte tenu des soins que nécessitent les enfants – santé, alimentation, éducation – l'enfance peut être un véritable défi dans les zones rurales et urbaines pauvres<sup>1</sup>. Le monde entier s'accorde pour reconnaître que l'éducation pour tous est la clé du développement. Pour les quelques 218 millions d'enfants qui travaillent, l'accès à une éducation de qualité est le chemin vers une vie meilleure.

Bien sûr, l'augmentation du nombre d'enfants inscrits à l'école primaire est encourageante. Ce nombre est passé de 647 millions à 688 millions dans le monde entre 1999 et 2005, avec des augmentations de 36% en Afrique subsaharienne et de 22% en Asie du Sud et de l'Ouest<sup>2</sup>. Ainsi, le nombre d'enfants non scolarisés a diminué de 96 millions en 1999 à 72 millions en 2005, le rythme s'étant surtout accéléré après 2002<sup>3</sup>.

Malgré tout, l'un des obstacles majeurs à une enfance décente – qu'elle soit physique ou intellectuelle – est l'obligation de travailler. Les parents vivant dans la pauvreté doivent souvent choisir entre éduquer leurs enfants ou les envoyer travailler pour aider la famille financièrement. Dans d'autres cas, l'accès à l'éducation peut être difficile en raison de longues distances pour atteindre l'école. Ils peuvent également être confrontés à une éducation de qualité insuffisante, des locaux inadaptés, une hygiène déficiente ou absente et un manque de supports pédagogiques. Du côté des enseignants, il peut y avoir un manque de soutien, de formation ou de rémunération. De surcroît, les frais d'inscription, de manuels et d'uniformes peuvent être excessivement élevés.

Dans certaines parties du monde, la situation est encore plus préoccupante. Dans les régions en guerre ou sortant d'un conflit, il se peut que toute forme d'éducation soit absente. Ou encore que les enfants partagent leur temps entre l'école et le travail. Le taux de scolarisation n'est pas nécessairement égal au taux de présence à l'école. Dans les zones rurales, par exemple, les cycles des cultures et des récoltes déterminent quand les enfants doivent travailler aux champs, dans des conditions souvent dangereuses. Même si ces enfants assistent aux cours, leurs études en souffrent inévitablement et certains d'entre eux abandonnent l'école. Dans les zones urbaines, où vit déjà près de la moitié de la population mondiale les enfants non scolarisés sont particulièrement susceptibles de s'engager dans des activités dangereuses et illégales.



Enfant musicien mendiant dans une rue de Varsovie, Pologne.

<sup>1</sup> Les estimations du rapport de 2007 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, indiquent qu'en 2005 plus de 10 millions d'enfants sont morts avant leur cinquième anniversaire, dans des circonstances dont la plupart étaient évitables.

<sup>2</sup> Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de 2008, UNESCO et Oxford University Press, p. 1.

<sup>3</sup> Ibid., p.49



### ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES ET ÉDUCATION



Ecole primaire soutenue en partenariat avec l'OIT, Sialkot, Pakistan.

De tous les enfants du monde, une bonne moitié est constituée de filles qui sont plus vulnérables que les garçons. Malgré le nombre croissant de nations qui reconnaissent que l'éducation des jeunes filles constitue l'un des moteurs les plus puissants du développement, la discrimination les frappent toujours quand elles tentent de bénéficier d'un enseignement. Le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*, de 2007, indique que parmi les 72 millions d'enfants ayant abandonné l'école primaire, 44 millions sont des filles. Pourtant, la préférence de donner une éducation aux garçons plutôt qu'aux filles n'a guère de sens. Des études empiriques menées dans un grand nombre de pays ont démontré que l'éducation des filles était l'une des manières les plus efficaces de combattre la pauvreté. L'incapacité des pays en voie de développement d'éduquer leurs filles leur coûte 92 milliards de dollars américains<sup>4</sup>. Les filles ayant reçu une éducation ont plus de chances d'obtenir un meilleur revenu une fois adultes, de se marier plus tard,

d'avoir moins d'enfants qui seront en meilleure santé, et d'avoir davantage de pouvoir de décision dans leur ménage. Et surtout, il est probable qu'elles veillent tout particulièrement à ce que leurs propres enfants aillent à l'école, évitant ainsi le travail des enfants de la génération future.

Des experts ont souligné que l'éducation des filles ouvrait la voie à des changements plus profonds au sein des familles, des sociétés et des lieux de travail. Beaucoup d'études ont également démontré les liens étroits entre l'accès soutenu à l'éducation des filles et la croissance du PIB. En général, plus de filles à l'école signifie de meilleurs résultats pédagogiques pour tous. Pourquoi donc le nombre de filles dans les écoles est-il toujours inférieur au nombre de garçons dans plusieurs régions du monde?

Les relations entre les sexes déterminent de nombreuses manières le développement des garçons et des filles. Certaines cultures, qui privilégient ouvertement les garçons, pratiquent l'avortement sélectif en fonction du sexe et l'infanticide féminin. Une alimentation saine et des soins vitaux peuvent être refusés aux filles dans les couches sociales les plus pauvres. Ces faits sont corroborés par les statistiques recensant les filles "disparues" en Chine, en Asie du Sud et en Afrique du Nord<sup>5</sup>.

Lorsque des familles disposent de ressources limitées, elles peuvent avoir l'impression de devoir choisir entre l'éducation de leurs fils et celle de leurs filles. Les décisions peuvent ne pas être fondées sur les aptitudes naturelles, les compétences ou les niveaux de motivation des enfants de sexe masculin ou féminin. Des traditions patriarcales ancestrales, des interprétations religieuses, des modèles de rôle des sexes basés sur la supériorité masculine et sur les lois successorales, ainsi que le travail invisible des femmes, peuvent parfois faire office de justification pour préférer l'éducation des garçons.

Des relations inégales entre les sexes induisent de génération en génération un cercle vicieux de sous-investissement dans le développement des filles, dès les premières étapes de leur vie et tout au long de leur vie. Aujourd'hui, plus de deux tiers des 860 millions d'analphabètes du monde sont des femmes. Les filles assument une grande partie du travail ménager non rémunéré dans leur famille, notamment le soin des autres enfants, la cuisine, le nettoyage et l'approvisionnement en eau et en carburant<sup>6</sup>. De nombreuses filles dans les communautés pauvres doivent contribuer au revenu du ménage. Si ces filles vont à l'école, il leur reste peu de temps pour étudier. Elles peuvent également être incitées à travailler comme domestiques ou autrement, et même se voir livrées au trafic d'êtres humains et à la prostitution<sup>7</sup>.

Ces rôles prédéfinis des sexes ne bénéficient pas nécessairement aux jeunes garçons et peuvent même se révéler néfastes. Dès leur plus jeune âge, ils peuvent ressentir une lourde pression pour obtenir de bons résultats à l'école – parfois au-delà de leurs capacités – afin de répondre aux attentes de succès de leur famille. Les garçons sont plus susceptibles de redoubler et de quitter l'école à un âge plus bas que les filles, ce qui est une situation de plus en plus préoccupante<sup>8</sup>. Selon l'UNICEF, des

<sup>4</sup> Voir [www.plan-international.org/news/girlseducation](http://www.plan-international.org/news/girlseducation)

<sup>5</sup> Au début des années 1990, Amartya Sen, prix Nobel, a attiré l'attention internationale sur le nombre de filles et de femmes disparues. En Chine, par exemple, le rapport entre le nombre de naissances hommes/femmes est de 1,18 à 1, comparé à un taux normal de 1,03 – 1,07 à 1. *Newsweek*, 17 mars 2008, p. 28.

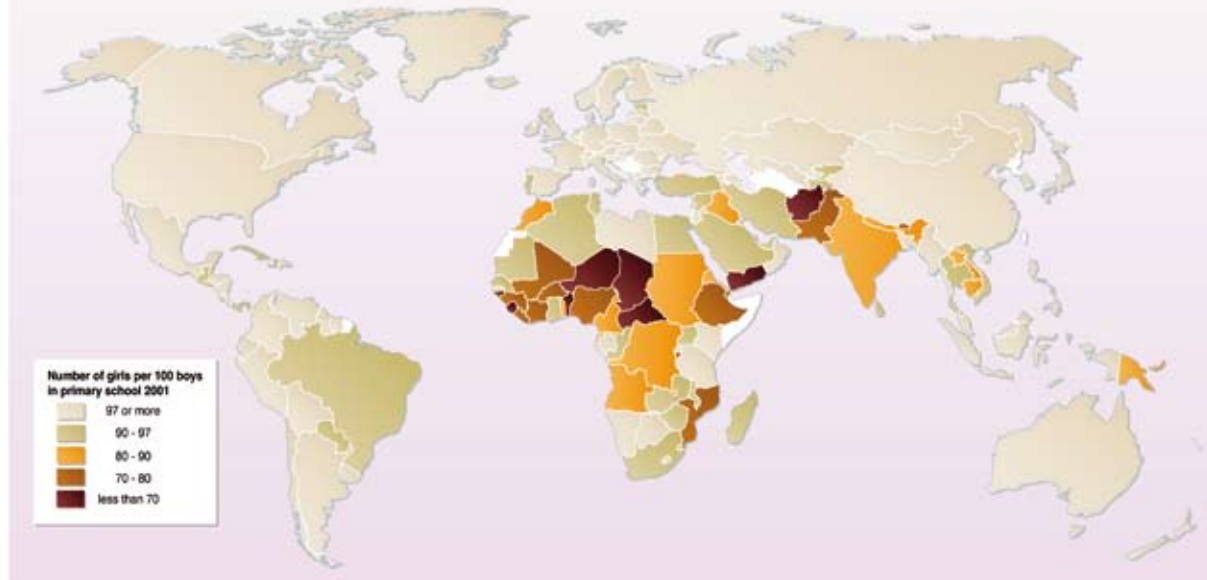
<sup>6</sup> Il est toujours difficile d'évaluer la charge supplémentaire assumée par les jeunes filles dans les tâches ménagères, qui ne sont pas aisées à comptabiliser, et donc pas encore complètement intégrées dans l'analyse des données sur le travail des enfants. L'OIT examine actuellement des méthodologies de saisie des tâches ménagères effectuées par les jeunes filles et les jeunes garçons dans leur ménage.

<sup>7</sup> Parmi les 8,4 millions de jeunes filles et de jeunes garçons soumis aux pires formes intrinsèques de travail des enfants en 2002, on estime que 1,2 million d'enfants ont été victimes de traite. Les enfants sont victimes de la traite et engagés dans un travail servile, la mendicité organisée, le travail dans des plantations (généralement de jeunes garçons) et l'exploitation sexuelle commerciale (généralement des jeunes filles).

<sup>8</sup> *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de 2008, op.cit.*, p. 84.



### L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement



L'indicateur est le «Rapport entre le taux d'inscription des filles et celui des garçons dans l'enseignement primaire» (indicateur 9). Dans le cas des pays pour lesquels on ne disposait pas de chiffres, des approximations ont été établies d'après les données les plus récentes. Objectifs du Millénaire pour le Développement, Rapport 2005 (UNESCO). <http://unstats.un.org/unsd/mi/> (août 2005)

garçons pauvres au Chili présentent quatre fois plus de risques d'abandonner l'école et d'aller travailler que les filles pauvres<sup>9</sup>. Les garçons occupent souvent un emploi physiquement plus pénible, plus insalubre et plus dangereux après avoir abandonné l'école.

La première étape vers la réalisation d'une égalité des résultats est la parité des sexes, ou la participation égale des deux sexes à différents niveaux d'éducation. La parité des sexes dans l'enseignement primaire a été réalisée dans 118 pays, mais nombre de ces pays bénéficient d'un enseignement obligatoire, gratuit et réglementé depuis des décennies. Seul un tiers des pays a signalé une parité dans l'enseignement primaire et secondaire en 2005, et seuls trois l'ont atteinte depuis 1999. Alors que tous les pays se sont engagés à éliminer l'inégalité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire avant 2005, 54 pays ont manqué cet objectif selon le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de 2008*.

Malgré tout, l'objectif 2 des OMD - l'enseignement primaire universel - a eu un impact positif sur les filles qui quittent le travail - rémunéré ou non - en faveur de l'école. La suppression des frais d'inscription scolaire dans certains pays a contribué à combler l'écart entre les sexes. Au Kenya et en Tanzanie, les inscriptions ont progressé de 18% et 23% respectivement, avec de nouvelles inscriptions de filles.

La parité des sexes n'est cependant pas identique à l'égalité entre les sexes, qui exige des résultats identiques pour les femmes et les hommes. Les inégalités naissent des relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes et l'évaluation des progrès vers l'égalité des sexes doit par conséquent établir si les changements constatés modifient ces relations de manière significative. Selon le rapport EPT, les manuels présentent souvent des rôles professionnels stéréotypés. Dans certains pays, les hommes apparaissent comme occupant des positions commerciales dominantes alors qu'aucune femme n'occupe un rôle similaire. Les enseignants reproduisent souvent ces inégalités, suivant en cela les exemples des manuels. Les enseignants à la campagne, au Kenya, au Malawi et au Rwanda, comptent peu sur les écolières et accordent plus d'attention aux garçons. L'éducation jette ainsi les bases de l'égalité des sexes qui conduit à l'égalité des chances en matière d'emplois asexués. Un échec dans ce domaine influencerait l'évolution de l'autonomisation et de l'emploi des femmes.

## SYSTÈMES D'INCITATION EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION DES FILLES

Il existe de nombreux obstacles à l'accès des filles à l'école. Une mauvaise approche des situations de travail des enfants pourrait également conduire à des interventions maladroites sur le plan du genre, même avec les meilleures intentions. Dans certains cas, par exemple, les filles ont été oubliées lors de la conception des projets de lutte contre le travail des enfants dans des régions minières. C'est ainsi que des programmes consacrés à soustraire les garçons au travail dans les mines ont complètement omis les filles occupant un travail dangereux dans et autour des mines. En conséquence, les filles n'ont pu bénéficier des avantages et des mécanismes de soutien proposés par certains projets<sup>10</sup>.

<sup>9</sup> *ibid.*, p.84

<sup>10</sup> GENDER/IPEC, *Girls in mining: Research findings from Ghana, Niger, Peru and the United Republic of Tanzania*, BIT, Genève, 2007.

Divers systèmes ont été élaborés comme mesures d'incitation à l'éducation des filles dans des communautés pauvres, notamment des paiements en espèces pour aider les mères à garder les enfants à l'école plutôt que les faire travailler, des bourses d'études, des allocations aux enseignants, des produits alimentaires pour les parents, des programmes d'alimentation à l'école, des livres scolaires et des uniformes gratuits, des camps pour préparer les jeunes au retour à l'école, et des programmes passerelles pour les filles. Dans certaines communautés, des garderies d'enfants subventionnées ont été implantées près des écoles pour soulager les filles de la garde des jeunes frères et sœurs et, dans d'autres cas, des cours de vie pratique ont été organisés pour permettre aux mères adolescentes de poursuivre leur éducation.

De telles mesures peuvent être utilisées seules ou combinées, ce qui peut avoir un impact plus important sur l'augmentation des inscriptions et le maintien des filles à l'école, ainsi que sur la réduction du travail des enfants.

### POTENTIEL DES TRANSFERTS CONDITIONNELS EN ESPÈCES

Les programmes de transfert conditionnel en espèces (TCE) fournissent généralement une certaine somme en espèces de manière régulière aux ménages pauvres, à condition que les bénéficiaires respectent certaines obligations destinées à favoriser le développement humain, comme envoyer leurs enfants à l'école ou participer à des programmes de santé, de nutrition et d'information. Lancés au Brésil et au Mexique au milieu des années 1990, les programmes TCE sont plus répandus en Amérique latine où presque tous les pays bénéficient aujourd'hui de ces plans<sup>a</sup>.

À ce jour, les évaluations d'impact ont démontré que les TCE sont efficaces pour augmenter substantiellement le recours par les ménages aux services d'éducation et de santé, et l'expérience suggère l'existence d'un énorme potentiel pour combler le fossé entre les sexes en accordant des mesures d'incitation financières aux familles, afin d'investir dans l'avenir de leurs filles.

À titre d'exemple, le programme *Oportunidades*, au Mexique, accorde des transferts en espèces plus importants aux mères pour chaque inscription de fille alors que le programme *Female Secondary School Stipend* au Bangladesh verse l'argent directement aux jeunes filles, à condition qu'elles s'inscrivent à l'école secondaire et qu'elles restent célibataires jusqu'à 18 ans. Au Cambodge et au Pakistan, les programmes de bourses d'étude accordent aux familles des transferts en espèces à condition que leurs filles s'inscrivent à l'école secondaire<sup>b</sup>. Au Brésil, le *Programa de Erradicação do Trabalho Infantil*, ou *PETI*, demeure le seul exemple dans le monde de programme TCE de grande envergure dont l'objectif principal est de réduire le travail des enfants. Il est aujourd'hui progressivement intégré dans le programme TCE *nacional Bolsa Família*.

<sup>a</sup> IPEC *L'action de l'IPEC contre le travail des enfants 2006-2007: Progrès réalisés et priorités futures*, BIT, Genève, p. 92

<sup>b</sup> Sinha, Nistha *Poverty Reduction and Economic Management Network (PREM)* consulté sur le site de la Banque mondiale: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTGENDER>

## OIT ET PARTENARIATS



Elèves de l'école locale lisant les livres offerts par l'OIT, Mollehuaca, Pérou.

Les employeurs jouent un rôle fondamental dans la lutte contre le travail des enfants, et ceci à différents niveaux. Sur le lieu de travail, ils peuvent refuser d'embaucher des enfants, ou bien, si le travail des enfants est déjà implanté, ils peuvent les en retirer de façon responsable. Au niveau politique, les employeurs et leurs organisations peuvent faire du lobbying pour une formation efficace et des systèmes d'éducation pour filles et garçons. Grâce aux fonds du gouvernement norvégien, le Bureau des activités pour les employeurs du BIT gère un programme de coopération technique prenant en compte la composante de l'égalité des sexes qui consiste à doter les employeurs et leurs organisations des capacités leur permettant de lutter contre le travail des enfants.<sup>11</sup>

Les organisations de travailleurs jouent elles aussi un rôle important dans la lutte contre le travail des enfants aux niveaux local, national et international. Par des interventions appropriées, les syndicats peuvent agir comme des avocats crédibles de la protection des enfants vis-à-vis de l'exploitation et l'abus. Leur action de promotion des droits des travailleurs pour une rémunération adéquate permet du même coup de limiter

<sup>11</sup> voir [www.ilo.org/public/english/dialogue/actempl/projects/index.htm](http://www.ilo.org/public/english/dialogue/actempl/projects/index.htm)



la dépendance des familles pauvres du travail de leurs enfants. Les syndicats négocient non seulement pour le compte de leurs membres adultes, ils contribuent aussi à mobiliser les familles de sorte que leurs enfants se retrouvent à l'école plutôt qu'au travail. Le Bureau pour les activités des travailleurs du BIT gère aussi des programmes de coopération technique visant à identifier les efforts des organisations de travailleurs pour lutter contre le travail des enfants, tout en tenant compte de la dimension de genre.<sup>12</sup>

L'OIT a travaillé systématiquement sur les questions de l'égalité entre hommes et femmes et de travail des enfants, principalement à travers son Programme international pour l'abolition du travail des enfants (OIT-IPEC), avec le soutien du Bureau de l'égalité entre hommes et femmes. Par la recherche, la coopération technique et le conseil sur les politiques à suivre, l'OIT-IPEC accompagne les mandats de l'OIT dans le développement de stratégies d'éducation tenant compte de la dimension de genre. Les bonnes pratiques appliquées dans le cadre des projets IPEC démontrent que toute mesure tenant compte de la question de genre se révèle très efficace dans la lutte contre le travail des enfants : renforcement des aptitudes, formation professionnelle, éducation, amélioration de la confiance en soi des jeunes filles et mères. Le 12 juin 2008, la *Journée mondiale contre le travail des enfants* donne à l'OIT l'occasion de mettre en évidence ses nombreux partenariats internationaux en matière d'éducation. L'OIT est l'un des membres fondateurs du *Groupe de travail mondial sur le travail des enfants et l'éducation pour tous*, qui a fait de l'égalité des sexes une priorité. Le *Comité conjoint d'experts OIT-UNESCO sur l'application de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant* (CEART) est actif dans la promotion de l'enseignement féminin. L'OIT soutient les efforts qui encouragent l'éducation des filles par le biais de l'*Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles* (UNGEI).

L'éducation non formelle peut également représenter une contribution importante dans la préparation des enfants au rattrapage scolaire ou à l'assimilation de compétences de base. Elle peut prendre la forme de programmes "d'équivalence" et d'aide provisoire, comme ceux proposés et expliqués par l'UNGEI. Dans d'autres cas, des programmes ont été élaborés afin d'améliorer les compétences de base des enfants en matière de soutien aux moyens de subsistance et de sécurité alimentaire. La FAO, partenaire de l'OIT dans la lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture, soutient les *Junior Farmer Field and Life Schools* (JFFLS), visant notamment les orphelins et les jeunes filles souffrant du VIH/SIDA. À ce jour, plus de 1000 filles et garçons en Afrique australe et orientale ont acquis de nouvelles compétences en agriculture: activités rémunératrices, bonne nutrition, valeur des plantes médicinales, santé et hygiène, biodiversité et conservation des ressources naturelles.

### TÉMOIGNAGE<sup>13</sup>



© Courtesy: UNGEI

À l'âge de treize ans, Suriah a quitté son village en Indonésie pour aller travailler à Jakarta comme domestique, déterminée à aider financièrement sa famille. Suriah travaillait chaque jour de 5 heures du matin à 10 heures du soir. Elle se levait avant le lever du soleil et préparait le petit-déjeuner, accompagnait les enfants à l'école et retournait faire un interminable ménage. Après le dîner, sa soirée n'était qu'une fatigante reprise de son travail matinal. Elle faisait la vaisselle et veillait à coucher les enfants à l'heure. Lorsque les vêtements étaient secs, elle les repassait et les pliait. En toute fin de soirée, il lui restait juste assez d'énergie pour aller se coucher. Suriah est retournée au village après quelques années, s'est inscrite à des cours de rattrapage, puis dans l'enseignement secondaire inférieur non formel. Suriah a ainsi connu plusieurs des situations qui font du travail domestique des enfants l'une des pires formes de travail des enfants. Ces situations se caractérisent par des horaires de travail excessifs, aucun temps ou jour de repos, peu ou pas de rémunération, l'exposition à des risques pour la santé et la sécurité, des abus, des conditions de servitude ou de traite<sup>14</sup>.

## QUE FAIRE?

De nombreuses initiatives ont déjà été prises pour lutter de façon efficace contre le travail des enfants et promouvoir l'éducation en faveur de tous les enfants, mais il reste beaucoup à faire. En raison du statut social inférieur des filles et des femmes dans de nombreuses sociétés et de la discrimination directe et indirecte dont elles sont victimes, il est recommandé de prévoir dans les plans, politiques et programmes nationaux des mesures spécifiques facilitant l'accès des filles à l'éducation.

Autres mesures possibles:

- Ratifier et mettre en oeuvre les Conventions no. 138 (Convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi) et 182 (concernant les pires formes de travail des enfants) de l'OIT et veiller à ce que les actions nationales de lutte contre le travail des enfants et ses pires formes concernent également les filles;

<sup>12</sup> voir [www.ilo.org/public/english/dialogue/actrav/genact/child/part1\\_a/intro1.htm](http://www.ilo.org/public/english/dialogue/actrav/genact/child/part1_a/intro1.htm)

<sup>13</sup> East Asia and Pacific Regional UNGEI, "Towards Equal Opportunities for All: Empowering Girls through Partnerships in Education", Bangkok, 2007, p. 81-82.

<sup>14</sup> L'OIT estime que plus de jeunes filles de moins de 16 ans travaillent dans les services domestiques que dans toute autre catégorie de travail ou de travail des enfants; ces services font partie des emplois les plus invisibles pour les femmes. Un nombre affligeant d'enfants travaillent comme domestiques (neuf sur dix sont des jeunes filles) dans des ménages étrangers, en plus d'un nombre incalculable d'enfants, généralement des jeunes filles, qui travaillent dans leur propre maison. Ces enfants sont domestiques à un très jeune âge, la plupart vers 12-14 ans mais certains dès 5-7 ans. (*Helping Hands or Shackled Lives: Understanding Child Domestic Labour and Responses to it*, BIT, Genève, 2004).

- Élaborer un cadre plus large pour l'égalité - Ratifier et mettre en oeuvre les principales conventions de l'OIT comme la convention no. 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, la convention no. 100 sur l'égalité de rémunération, la convention no. 156 relative aux les travailleurs ayant des responsabilités familiales et la convention no. 183 sur la protection de la maternité;
- Encourager les gouvernements à coopérer avec les organisations d'employeurs et de travailleurs pour mieux lutter contre le travail des enfants ;
- Identifier les barrières qui freinent l'éducation des filles par le biais de politiques et de programmes d'éducation bien adaptés et correctement financés ;
- Développer des stratégies de création d'emplois et d'activités rémunératrices à l'intention des parents, tout en soulignant l'intérêt pour toute la famille de l'éducation des filles. L'augmentation du revenu de la mère plutôt que de celui du père s'est révélée plus efficace pour permettre aux enfants d'aller à l'école;
- Améliorer la disponibilité et la qualité des garderies pour éviter que les parents n'amènent leurs enfants au travail ou confient la garde des plus jeunes aux filles plus âgées. La disponibilité de garderies réduira dans le même temps la demande de jeunes travailleurs domestiques;
- Proposer aux adolescentes des programmes éducatifs formels et non formels de qualité, notamment une formation professionnelle, ce qui les mènera à l'autonomisation et à de meilleures possibilités d'obtenir un emploi décent à l'âge adulte;
- Supprimer les stéréotypes sexospécifiques dans l'éducation, car ils engendrent, d'une part, des comportements qui ne sont jamais remis en question, et d'autre part, la discrimination dans l'emploi ou le travail gratuit des femmes ; procéder à une analyse de rôles ainsi qu'une réforme des programmes éducatifs;
- Encourager les filles à suivre les filières d'étude les plus demandées sur le marché de l'emploi, car elles débouchent sur une meilleure rémunération professionnelle;
- Proposer l'évaluation des professions à prépondérance féminine et masculine afin de fixer une rémunération égale pour des fonctions équivalentes et favoriser la non-discrimination dans les embauches à venir;
- Assurer la qualité de la formation puis le recrutement d'un nombre suffisant d'enseignantes;
- Partager les bonnes pratiques internationales sur les stratégies d'inscription et de maintien des filles à l'école.



Match amical de football entre filles pour la Campagne "Carton Rouge" de l'OIT pour l'élimination du travail des enfants, lors de la Journée mondiale contre le travail des enfants. Genève, 12 juin 2006.



Ecole primaire soutenue en partenariat avec l'OIT, Dar es Salaam, R.U. Tanzanie.



## CHOIX DE PUBLICATIONS DE L'OIT SUR LE RÔLE DES HOMMES ET DES FEMMES DANS LE TRAVAIL DES ENFANTS

- Abu Gayaleh, Kawther et al. *Gender, education and child labour in Egypt*. BIT/IPEC. Genève, 2004.
- All China Federation of Trade Unions. *Study on Wage-Setting*. BIT, Pékin, 2006.
- Amorim, Anita, Badrinath, Sandhya & Murray, Una. *Gender equality and child labour: A participatory tool for facilitators*. BIT/IPEC, Genève, 2005.
- Amorim, Anita, Murray, Una & Rai, Pallavi. *Bibliographie sélective annotée sur les filles et le travail des enfants: une approche genre*. BIT/IPEC, Genève, 2005.
- Battayány, Karina. *Cuidado infantil y trabajo: ¿un desafío exclusivamente femenino?; una mirada desde el género y la ciudadanía social*. OIT/CINTERFOR, Santiago, 2003.
- Carcedo, Ana et al. *Una Mirada de Género al trabajo infantil doméstico*. BIT/IPEC, Genève, 2004.
- Chinese National Statistical Office. *Report of National Child Labour Survey 2002-2003*. Pékin, 2004.
- Ferracini, M.C., *Passaporte para a liberdade: um guia para as brasileiras no exterior*, BIT Brasília, 2007.
- Haspels, Neliën & Suriyasarn, Busakorn. *Promotion of gender equality in action against child labour and trafficking: A practical guide for organizations*. BIT/IPEC, Genève, 2003.
- BIT/IPEC. *Child labour and gender: A reading of the media in MERCOSUR*. Brésil, 2006.
- BIT/IPEC. *Commercial sexual exploitation and masculinity*, Genève, 2004.
- BIT. *A Gender-Sensitive Training Manual on Care and Services for Victims of Child Trafficking/ Northwest Province of Cameroon*. Yaoundé, 2007.
- BIT/IPEC. "Gender Issues related to working street children in Bucharest: A Rapid Assessment". Genève, 2005.
- BIT. *Gender Equality and Child Labour: A Participatory Tool for Facilitators*, Beirut, 2006.
- BIT/IPEC. *Girls in Mining: Research Findings from Ghana, Niger, Peru and United Republic of Tanzania*. Document de travail, Genève, 2007.
- BIT/IPEC. *Good practices and lesson learned on child and adolescent domestic labour in Central America and the Dominican Republic: a gender perspective*, Costa Rica, 2005.
- BIT. *Guia para a Localização dos Pontos Vulneráveis à Exploração Sexual Infanto-Juvenil ao Longo das rodovias Federais Brasileiras / Mapamento 2007*, Brasília, 2007.
- BIT/IPEC. *Unité des groupes vulnérables. Guidelines on the design of direct action strategies to combat Child Domestic Labour*. Genève, 2006.
- BIT/IPEC. *Helping hands or shackled lives? Understanding child domestic labour and response to it*. Genève, 2004.
- BIT/IPEC. *Manual de capacitación para profesionales de la industria turística sobre la prevención y protección de niñas, niños y adolescentes contra la explotación sexual comercial en México – Parte 1 y 2*. Genève, 2005.
- BIT/IPEC. "Rapid Assessment of trafficking in children for labour and sexual exploitation in Moldova", Genève, 2004.
- BIT/IPEC. *Trabajo Infantil en la agricultura desde una perspectiva de género. Estudios de casos: Costa Rica, Guatemala, Nicaragua y Republica Dominicana*, Genève, 2006.
- Khalidi, Aziza et al. *Gender, education and child labour in Lebanon*. BIT/IPEC. Genève, 2004.



Kolomiyets, Tetyana. *Global child labour data review: a gender perspective (Girl child labour studies, vol. 3)*. BIT/IPEC, Genève, 2004.

ME Consulting LLC. *Baseline survey on child labour in the informal sector in Ulaanbaator and selected aimag and soum centers of Mongolia*. BIT, Pékin, 2006.

Mottaz, Margaret (ed.). *Gender, education and child labour in Turkey*. BIT/IPEC. Genève, 2004.

Murray, Una, Bland, John & Amorim, Anita (eds). *Girl child labour in agriculture, domestic work and sexual exploitation: rapid assessments, Philippines, Ghana, Ecuador (Girl child labour studies, vol. 1)*. BIT/IPEC. Genève, 2004.

Murray, Una. *Gender mainstreaming in actions against child labour*. BIT/IPEC. Genève, 2003.

Murray, Una. *Girl child labour in agriculture, domestic work and sexual exploitation: rapid assessments, Philippines, Ghana, Ecuador (Girl child labour studies, vol. 2)*. BIT/IPEC. Genève, 2004.

Population Teaching and Research Center of the National University of Mongolia. *Baseline survey on child and adult workers in informal gold and fluorspar mining*. BIT, Pékin, 2005.

Population Teaching and Research Center of the National University of Mongolia. *Baseline survey on child domestic workers in Mongolia*, BIT, Pékin, 2005.

Population Teaching and Research Center of the National University of Mongolia. *Profile of working children at markets in Ulaanbaatar*, BIT, Pékin, 2002.

Rinehart, Richard (ed.). *"Hazardous child domestic work: a briefing sheet"*. BIT/IPEC, Genève, 2007.

Sornhaew, Chongcharoen & Chamorro, Maria José. *Guidelines on the design of direct action strategies to combat child domestic labour*, BIT/IPEC, Genève, 2007.

Van de Glind, Hans. *Situation Analysis on Trafficking in Girls and Young Women for Labour Exploitation within China*. BIT, Pékin, 2005.



Bureau  
international  
du Travail  
Genève

**Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes  
Organisation internationale du Travail**  
4, route des Morillons  
1211 Genève 22, Suisse  
Tel. +41 22 799 6730  
Fax. +41 22 799 6388  
[www.ilo.org](http://www.ilo.org)  
[gendercampaign@ilo.org](mailto:gendercampaign@ilo.org)

**Programme international pour l'abolition  
du travail des enfants**  
Organisation internationale du Travail  
4, route des Morillons  
1211 Genève 22, Suisse  
Tel. +41 22 799 8181  
Fax. +41 22 799 8781  
[www.ilo.org/ipecc](http://www.ilo.org/ipecc)

La présente brochure d'information a été préparée par l'OIT dans le cadre de la campagne OIT de sensibilisation du public sur "L'égalité entre hommes et femmes au cœur d'un travail décent".

Vous pouvez nous contacter ([gendercampaign@ilo.org](mailto:gendercampaign@ilo.org)) pour toute information sur les autres thèmes de l'OIT qui sont couverts par la campagne.